

Journée mondiale de la santé aujourd'hui Comment va la santé au Gabon ?

LA communauté internationale commémore, ce samedi 7 avril, la journée mondiale de la santé. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) place cette édition sous le thème de la "Couverture sanitaire universelle pour

tous et partout". Consciente du fait que "la santé est un droit humain", l'instance onusienne en charge de la santé souligne : "Personne ne devrait contracter une maladie ou en mourir du simple fait qu'il/elle est pauvre ou ne peut avoir accès aux services dont il/elle a besoin". Un objectif qui cadre parfaitement avec la vision des autorités gabonaises, avec la mise en place de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS).

Pour autant, dysfonctionnements, pesanteurs, mauvaises habitudes, etc., sont là pour gripper la machine. Des maux et insuffisances que tentent de mettre en lumière ce mini dossier. Etat de la santé au Gabon en 2018.

Accueil et traitement des malades

Quand le public est délaissé au profit du privé !

R.H.A

Libreville/Gabon

CÉLÉBRER la santé au Gabon revient à se poser l'épineuse problématique de l'accueil et du traitement des malades dans les structures sanitaires publiques. De l'accueil du malade à son traitement en passant par divers autres actes médicaux, le système sanitaire gabonais souffre d'énormes dysfonctionnements, parfois causés par ses propres acteurs, dont le personnel soignant. Cas notamment de ces praticiens qui pénalisent les établissements publics en privilégiant leurs prestations dans les hôpitaux et cliniques privés. Une pratique de plus en courante dans le milieu sanitaire gabonais.

«Il n'y a pas longtemps, je me suis rendue à l'hôpital de la coopération égypto-gabonaise pour rencontrer un spécialiste. Arrivée à 05h



Photo : Rudy Hombenet

La tutelle devrait véritablement se pencher sur la question de l'accueil...

du matin avec l'espoir d'être parmi les premiers patients reçus, malheureusement, le médecin n'est arrivé qu'à 10h. Et l'adrénaline est montée d'un cran lorsqu'il a annoncé qu'il ne prendrait que 10 patients sur la trentaine que nous étions à l'attendre depuis la matinée», a déploré une patiente, âgée d'une trentaine d'années. A cela s'ajoutent ces rendez-vous pour des consultations médicales, très souvent programmés sur

de très longues durées. Soit un mois, sinon plus. « J'étais affecté par une maladie du cœur. Je respirais difficilement et la nuit j'avais des palpitations intenses. Vus l'urgence et le malaise que je ressentais, je me suis rendue nuitamment au CHUL, précisément aux urgences. Ils m'ont dit de prendre un rendez-vous en cardiologie, parce que le pronostic vital n'était pas engagé. Le rendez-vous qui m'a été donné était prévu pour deux mois. Pourtant,



Photo : Rudy Hombenet

... au sein des hôpitaux publics.

ce même médecin que je souhaitais rencontrer, j'ai pu le voir plus rapidement dans une structure privée de la place. Malheureusement, tout le monde n'a pas la possibilité de rencontrer un cardiologue dans un clinique, sachant ce que cela peut coûter à son portemonnaie. Il y a la consultation médicale et la batterie d'examens exigées qui coûtent cher», témoigne Blaise M., informaticien. Il y a aussi le cas de ces spectacles désolants des

femmes en travail maltraitées dans les maternités des hôpitaux publics par le personnel soignant. Dénoncé et décrié, ce comportement de certaines sages-femmes n'en a pas moins la peau dure. A ce rythme-là, il y a lieu de se demander ce qu'est devenu le fameux serment d'Hippocrate, par lequel le praticien jure "de préserver ou de promouvoir la santé dans tous les éléments, physiques et mentaux, individuels et sociaux" ?

Petit Angle

L'arbre qui cache la forêt...

Christian KOUIGA

Libreville/Gabon

ATTIRANTES par leur architecture moderne, les structures sanitaires gabonaises sont pourtant, dans le fond, pour la plupart des cas, à l'image de l'arbre qui cache la forêt... des maux. A en juger par la kyrielle des difficultés, diverses et variées, que les unes et les autres rencontrent au quotidien dans leur fonctionnement. D'où les difficultés à offrir un service efficient aux patients.

Ces manquements ont, entre autres, pour noms : "insuffisance des ressources humaines et des personnels qualifiés, irrégularité des approvisionnements et des règlements, faiblesse des investissements, faible cota-

tion des actes, difficultés liées à la prise en charge des urgences vitales..." Du coup, malgré leur fière allure, nos centres hospitaliers sont considérés, à tort ou à raison, comme des coquilles vides. Au constat établi que, y trouver, même des consommables : drains, sondes, réactifs, tubes, produits anesthésiques, gants, seringues, coton... relève désormais d'une gageure. Pis, jouissant pourtant d'une importance stricte dans le cadre des interventions chirurgicales, les plateaux techniques sont (au mieux) défectueux. Au pire, quasiment inexistant. Au grand dam de la patientèle. Laquelle est souvent obligée de recourir aux structures sanitaires privées. Dont nombreuses sont (malheureusement) des mouroirs. Pourtant, plusieurs de ces



Photo : Ariside Mousavou

Une vue du CHU d'Angondjé.

maux ne sont pas nouveaux. Mais, aussi curieux que cela puisse paraître, malgré les récriminations qui se multiplient, pour dénoncer cela, rien n'a véritablement changé dans le bon sens. Les pouvoirs publics semblent se conforter dans cette situation pour le moins préoccupante. Au

Centre hospitalo-universitaire de Libreville (Chul), un constat établi dernièrement par le Syndicat des médecins fonctionnaires gabonais (SYMEFOGA) faisait état d'un dysfonctionnement, depuis plusieurs mois, de la climatisation centrale. Contraignant ainsi les patients à avoir re-

cours aux ventilateurs apportés par leurs parents respectifs pour faire face à la chaleur suffocante. Et curieusement, les gestionnaires de l'hôpital ne trouvent rien à redire. A ces manquements, il faut ajouter : "la longue attente des médicaments et des résultats des examens qui viennent de l'extérieur", "les retards dans la prise en charge". Même lorsqu'elle devrait être urgente. Et que dire de nombreuses humiliations que subissent certains patients de la part du corps médical ? Tout un chantier ! Complexe dans le fond. Mais auquel le gouvernement doit s'y atteler. Impérativement. Pour trouver des solutions idoines à cette "face cachée" de nos structures sanitaires. Qui, au fil des ans, devient très préoccupante.

Ici et ailleurs

•Mode
Origin'Elles sous le thème Ethnic chic



Photo : D.R

Sous la houlette de Ysis Glawdis Mangoua Delongueur, le défilé de mode dénommé Origin'Elles se tient ce samedi (18h) à Libreville à la salle polyvalente Kare F, sise au quartier Glass. L'artiste veut, à travers cette scène, démystifier l'univers de la mode et le montrer non comme une distraction, mais plutôt comme un domaine au même titre que les autres. Ce d'autant plus qu'il est, selon la promotrice, générateur de revenus créant une batterie de métiers. Elle invite les Librevillois à venir découvrir le thème retenu : "Ethnic-chic"

•Protection des données
Facebook admet un laxisme

Facebook a fait preuve de laxisme pour protéger ses utilisateurs dont les données ont été récupérées par la firme Cambridge Analytica, a admis vendredi la directrice générale du réseau social, Sheryl Sandberg. Elle a également estimé qu'il était "possible" que d'autres failles de sécurité soient découvertes. "Nous n'étions pas assez concentrés sur la protection, les mêmes données qui vous permettent de vivre des expériences sociales peuvent aussi être utilisées de façon malveillante", a affirmé sur NBC Mme Sandberg, qui était restée muette depuis qu'a éclaté le scandale autour de la société de conseil britannique.

•Alimentation
Entrée en vigueur d'une taxe sur les boissons sucrées

Une taxe sur les boissons sucrées est entrée en vigueur vendredi au Royaume-Uni, visant à réduire la consommation de sucre chez les plus jeunes et l'obésité infantile, en augmentation constante. "Nos adolescents consomment en moyenne l'équivalent d'une baignoire remplie de boissons sucrées chaque année, ce qui contribue au développement inquiétant de l'obésité dans le pays", a souligné dans un communiqué, le secrétaire d'Etat à la Santé publique, Steve Brine. La nouvelle taxe "aidera à réduire la consommation de sucre, tout en finançant des programmes sportifs" à destination des enfants et la distribution de petits déjeuners dans les écoles, a-t-il précisé.

Rassemblés par R.H.A